

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article755>

Conflit en Guadeloupe : Point presse du LKP du 20.02.09

- Dossier spécial LKP - Prises de parole du LKP -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : vendredi 20 février 2009

Mis à jour le : samedi 21 mars 2009

UGTG.org

Concernant les négociations

Elles débutent cet après-midi à 15 heures. Les Organisations patronales ont souhaité rencontrer les médiateurs ce matin pour avoir plus d'informations sur le contenu.

[\[{JPEG} \]](#)

Nous avons commencé notre analyse des propositions et nous confirmons que ce sont des propositions qui sont relativement floues : une fois de plus, l'Etat est en train de nous proposer sous forme de bonus une allocation dans le cadre du RSA qui s'apparente un peu à ce que le RMI et l'API (Allocation Parent Isolé) ont déjà fait chez nous, en termes de dislocation des cellules familiales.

Nous n'allons pas rentrer dans les détails. Mais il nous paraît quand même surprenant que les pistes qui avaient été annoncées, telles les exonérations de charges sociales dans les entreprises - et singulièrement les petites entreprises - ou également les exonérations CSG & CRDS..., apparemment ces pistes là ont été abandonnées ou n'ont pas été explorées.

Concernant l'intervention même de M. SARKOZY hier

Il a beaucoup parlé des Etats Généraux.

Alors, pour nous ce n'est pas la première fois qu'on entend de grandes déclarations sur la situation de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, ou de la Réunion.

Car depuis toujours, à chaque fois qu'il y a eu un gouvernement, à chaque fois qu'il y a eu un ministre (ie : des colonies), on nous a toujours présenté un texte, une loi, une convention... comme étant "THE Convention", "THE Loi" qui allait tout régler.

Donc nous sommes extrêmement prudents et circonspects sur ce type de proposition. Car nous voulons juger sur pièce ce qui va se passer.

Une focale particulière sur l'Education et la Formation

Pas un mot sur l'Education et la seule allusion sur la Formation et notamment la formation professionnelle des jeunes a été de dire qu'on va augmenter le quota des jeunes au RSMA (Régiment Service Militaire Adapté). La vocation première du RSMA n'est pas la formation.

Il serait selon nous beaucoup plus judicieux de monter un véritable Plan d'Urgence Pour la Formation et l'Emploi des Jeunes. Comme ce qui avait été fait dans les banlieues : créer des conventions avec les Etablissements publics, l'Etat avec les Entreprises pour former les jeunes et les insérer, notamment dans le cadre des contrats de professionnalisation, pour que les jeunes puissent vivre et travailler en Guadeloupe.

Nous irons en négociations cet après-midi à 15 heures, toujours dans l'optique de parvenir à un accord qui puisse

satisfaire nos revendications, sur la base de ce qui avait été négocié le 08 février dernier en préfecture.